

COMMUNIQUE DE PRESSE

La paix en Colombie ne sera pas possible sans la protection du monde rural

Bruxelles, le 16 Octobre 2012. Nous célébrons cette semaine les journées mondiales du droit à l'alimentation, des femmes rurales, et pour l'éradication de la pauvreté dans le monde. Les femmes rurales sont parmi les principales victimes du conflit: les femmes, enfants et adolescents représentent 80% des plus de cinq millions de personnes déplacées. Les femmes sont également les premières personnes responsables du maintien de l'agriculture locale, une tâche devenue difficile, principalement en raison du phénomène de l'accaparement des terres par les projets miniers et d'industrie agroalimentaire ainsi que par la dynamique du conflit armé.

En Colombie, 63% de la valeur de la production agricole provient de la paysannerie, tandis que la concentration de la terre s'accroît de plus en plus : la grande propriété - de plus de 10 unités agricoles familiales - est passée de la possession de 39% des terres en 1999 à 53% en 2008. Les grandes exploitations sont essentiellement engagées dans des projets agro-industriels destinés à l'exportation. En raison de cette situation, la souveraineté alimentaire en Colombie est en danger. Selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), plus de 500.000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique en Colombie, 10.000 décès surviennent chaque année en raison de maladies qui pourraient être évitées, dont 3.300 résultent de la malnutrition. La FAO signale que 41% des 46 millions de Colombiens souffrent d'insécurité alimentaire. Pour cette organisation, « *la croissance agricole impliquant les petits exploitants, notamment les femmes, sera d'autant plus efficace dans la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim qu'elle permettra de créer des emplois pour les pauvres* ». Les taux de pauvreté en Colombie sont alarmants : 20 millions de pauvres, dont sept sont dans un dénuement complet. La moitié de la population autochtone est pauvre et la majorité de leurs enfants souffrent de malnutrition chronique. Dans son rapport de 2011, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) souligne ces chiffres, et révèle que la Colombie est le troisième pays plus inégalitaire au monde, après l'Angola et Haïti.

Compte tenu de cette réalité, **Oidhaco** comme de nombreuses organisations européennes, colombiennes et latino-américaines, a exprimé dans une lettre rendue publique la semaine dernière, sa surprise face à l'insistance de l'UE pour signer un accord de libre échange avec la Colombie, alors que des études d'impacts montrent qu'il provoquera une augmentation de la pression sur la terre et les territoires. « *Au lieu d'encourager les projets d'agro-industrie à l'exportation, l'UE devrait soutenir politiquement et économiquement les initiatives de la paysannerie, les initiatives de résistance sur le territoire, et veiller à ce que les organisations paysannes puissent faire valoir leur expérience en ce qui concerne la construction de la paix depuis le monde rural dans le processus de dialogue qui débute actuellement à Oslo* », explique **Vincent Vallies**, porte-parole d'Oidhaco.